

# RAPPORT 2018 SUR LES DROITS DE L'HOMME - BÉNIN

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La République du Bénin est une république constitutionnelle stable. En 2016, lors d'élections multipartites, les citoyens béninois ont élu Patrice Talon président pour un mandat de cinq ans, succédant ainsi à l'ancien président Yayi Boni qui avait effectué deux quinquennats consécutifs. En 2015, le Bénin a tenu des élections législatives qui ont permis à la coalition soutenant l'ancien président Yayi Boni, les Forces Cauris pour un Bénin Emergent d'obtenir 33 des 83 sièges de l'Assemblée Nationale, et cette coalition s'était alliée à quatre candidats indépendants pour détenir un total de 37 sièges (soit une baisse par rapport aux 41 sièges de la législature précédentes). Les observateurs internationaux ont qualifié l'élection présidentielle de 2016 et les élections législatives de 2015 de globalement libres, équitables et transparentes.

Les autorités civiles ont, dans l'ensemble, exercé un contrôle effectif sur les forces de sécurité.

Les principaux problèmes en matière de droits de l'Homme étaient relatifs à la torture, aux conditions carcérales très dures mettant en danger la vie des détenus, le viol et la violence faite aux filles et aux femmes et le manque d'action du gouvernement en vue de poursuivre les auteurs et de leur faire porter la responsabilité, et le travail des enfants.

L'impunité était un problème. Malgré les efforts entrepris par le gouvernement pour lutter contre la corruption et les abus, notamment en engageant des poursuites contre les agents publics et en les punissant, certains fonctionnaires se sont parfois livrés à des pratiques de corruption en toute impunité.

### **Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de vivre à l'abri des atteintes suivantes :**

#### **a. Privation arbitraire de la vie et autres exécutions illégales ou à motivations politiques**

Il n'y a eu aucun cas où le gouvernement ou ses agents ont commis des exécutions arbitraires ou illégales.

**b. Disparitions**

Aucune disparition pour des motifs politiques commise par des autorités gouvernementales ou en leur nom n'a été signalée

**c. Torture et autres châtements ou traitements cruels, inhumains ou dégradants**

La constitution et la loi interdisent ces pratiques, mais de tels incidents se sont produits. Selon un rapport de décembre 2017, produit par un journaliste qui a effectué une enquête sur les conditions carcérales au Bénin, des anciens détenus faisaient subir aux nouveaux la violence physique, la torture et autres traitements dégradants. Le rapport fait état de ce que le personnel des prisons étaient conscients de la situation mais l'ont réfutée.

Dans la ville de Parakou, le 19 février, cinq fonctionnaires de la police ont battu à mort un individu qui s'était enfui après avoir été arrêté alors qu'il utilisait son téléphone au volant. Les policiers ont été arrêtés le jour où l'incident s'est produit et poursuivis pour coup et blessures ayant entraîné la mort. Le 17 avril, ils ont été présentés à un juge au tribunal de Parakou qui a décidé qu'ils soient déposés en attendant qu'une enquête plus poussée soit menée. Les fonctionnaires étaient toujours en prison à la fin de l'année.

En 2017, les Nations Unies ont été informées d'une allégation d'exploitation et d'abus sexuels commis par un officier de police béninois qui servait dans le cadre de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti. Les enquêtes ont conclu que l'allégation était fondée. Les Nations Unies ont rapatrié l'individu qui a été par la suite incarcéré au Bénin.

**Conditions dans les prisons et les centres de détention**

Les conditions carcérales étaient dures et délétères en raison de la surpopulation, de la nourriture insuffisante et du manque d'hygiène et de soins médicaux.

Conditions matérielles : La surpopulation carcérale et le manque d'hygiène, d'eau potable et de centres médicaux constituaient un risque pour la santé des prisonniers. Des mineurs étaient parfois incarcérés avec des adultes et des prisonniers en détention provisoire l'étaient avec des prisonniers condamnés, bien que ce ne soit pas avec les condamnés les plus violents.

Selon un rapport publié par l'ordre des avocats du Bénin en 2017 sur les conditions carcérales au Bénin, les conditions qui prévalent dans les dix prisons que comptent le Bénin sont inhumaines, et la surpopulation carcérale, la malnutrition, une mauvaise hygiène et les maladies étaient monnaie courante. Des morts sont enregistrées faute de soins médicaux, de négligence et d'une mauvaise aération dans des cellules exiguës et bondées. Il y avait un mauvais éclairage. Les prisonniers souffrant de troubles mentaux n'avaient pas accès aux services appropriés pour la prise en charge de leurs handicaps. Le rapport indique que les autorités pénitentiaires forçaient parfois à payer « une taxe de sommeil » pour avoir un endroit où dormir et exigeaient des prisonniers malades détenus à la prison civile de Cotonou qu'ils paient pour se rendre à l'hôpital. Le rapport indique que la population carcérale au mois de novembre 2017 s'élève au total à 7 358 prisonniers (y compris les prisonniers en détention provisoire et les prisonniers condamnés). Les prisonniers en détention provisoire constituent 90 pourcent de la population carcérale. Ces chiffres n'incluent pas les personnes détenues dans les cellules des commissariats et les prisons militaires.

Administration pénitentiaire : Les autorités pénitentiaires ont autorisé les visites dans les prisons. Cependant, selon l'Observatoire de la Justice au Bénin, les autorités pénitentiaires faisaient payer aux visiteurs des sommes allant de 500 à 1000 CFA (environ 1 à 2 dollars américains).

Surveillance indépendante : Le gouvernement a autorisé les observateurs de la situation des droits de l'Homme à visiter les prisons. Des groupes religieux et des Organisations Non-Gouvernementales (ONG) ont visité des prisons, bien que certaines ONG s'étaient plaintes qu'on ne leur avait pas systématiquement accordé l'autorisation lorsqu'elles en avaient fait la demande. Les organisations qui ont visité les prisons comprenaient la section locale de Prison Fellowship, Caritas, la Fraternité des Prisons, l'Action des Chrétiens pour l'abolition de la torture, l'Agence française de développement, le Rotaract (Rotary International), le Comité international de la Croix Rouge, Amnesty International et Prisonniers sans frontières.

Améliorations : le gouvernement a apporté plusieurs améliorations aux conditions carcérales au cours de l'année. Le 29 août, le Ministre de la Justice Severin Quenum a présidé à une cérémonie de remise de don d'équipements médicaux aux centres de santé des prisons. Au cours de l'année, le gouvernement a créé un service d'assistance psychologique pilote pour prodiguer des soins de santé mentale aux prisonniers de la prison de Cotonou. Ce centre est le premier d'une

série de plusieurs prévus dans d'autres prisons. La construction de la prison de Savalou a réduit la population carcérale, en portant le nombre total de prison au Bénin à onze.

#### **d. Arrestations ou détention arbitraires**

La constitution et la loi interdisent les arrestations et les détentions arbitraires, mais les forces de sécurité n'ont pas toujours respecté ces interdictions. Une personne arrêtée ou détenue, que ce soit pour des raisons criminelles ou non, a le droit de formuler une plainte auprès du cabinet du juge de la liberté et de détention du tribunal concerné. Le juge peut ordonner sa libération si son arrestation ou sa détention est jugée illégale.

#### **Rôle de la police et de l'appareil de sécurité**

Les Forces Armées Béninoises (FAB) sont chargées de la sécurité extérieure. La Police Républicaine, créée au cours de l'année en fusionnant la police et la gendarmerie, relève du ministère de l'intérieur. La Police Républicaine a pour responsabilité principale de faire respecter la loi et d'assurer l'ordre dans les zones urbaines et rurales.

Les autorités civiles ont un contrôle effectif des forces de sécurité, et le gouvernement a des mécanismes pour enquêter sur des abus et sanctionner leurs auteurs. L'impunité était un problème. La hiérarchie policière n'a pas toujours puni les policiers ayant commis des exactions et les a parfois protégés. Des particuliers peuvent déposer des plaintes concernant des abus commis par les policiers auprès de la direction de la police, des tribunaux de première instance, du Médiateur de la République ou de la Cour constitutionnelle.

Dans le souci de renforcer la responsabilité de la police, le Ministère de l'Intérieur a installé en 2016 deux « lignes vertes » pour permettre aux populations d'appeler pour dénoncer les abus policiers. L'inspecteur général de la division des enquêtes de la Police Républicaine est chargé de mener des enquêtes sur les affaires graves, sensibles et complexes impliquant les policiers. La mission de la division des enquêtes est de mener des enquêtes administratives et judiciaires impliquant la police et proposer à l'adresse du directeur de la police des mesures disciplinaires.

Le 2 mai, le ministre de l'intérieur et de la sécurité publique a limogé 27 responsables d'unités de police et de gendarmerie suite à un audit qui a révélé qu'ils avaient fait une mauvaise gestion des fonds alloués par le gouvernement. Les

résultats de l'audit font état de ce que les 27 officiers de la police et de la gendarmerie ont utilisé les fonds à des fins autres que leur destination initiale ou les ont utilisés sans justifications valables.

Des conseils de discipline militaire traitent des délits mineurs commis par les membres des forces armées. Ces conseils ne sont pas compétents pour connaître des affaires civiles. Le Bénin n'a pas de tribunal militaire, ce sont les tribunaux civils qui s'occupent des crimes grave impliquant des militaires.

### **Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention**

La constitution requiert un mandat d'arrêt fondé sur des preuves suffisantes et émis par un magistrat dûment autorisé et elle exige une audience devant un magistrat dans les 48 heures, mais cette disposition n'a pas toujours été respectée. Après avoir interrogé un détenu, le juge dispose de 24 heures pour décider soit de prolonger la détention, soit de le libérer. En cas de circonstances exceptionnelles ou d'arrestations concernant les médicaments illicites, y compris des stupéfiants, le juge peut autoriser une détention de plus de 72 heures, qui ne doit pas excéder huit jours de plus. Les mandats autorisant la détention provisoire sont valables pour six mois et peuvent être renouvelés tous les six mois, jusqu'au procès. Les détenus ont le droit d'obtenir une détermination judiciaire rapide de la légalité de la détention, ce qui a généralement été respecté. Les détenus ont été informés des accusations portées contre eux dans le délai. Il a été notifié de façon prompte aux détenus les charges retenues contre eux. Les détenus en attente d'une décision de justice peuvent demander une libération sous caution, toutefois le procureur doit accéder à cette requête. Ils ont également le droit de prendre contact avec un avocat. Le gouvernement a commis d'office un avocat aux prévenus indigents dans des dossiers criminels. Les suspects n'ont pas été détenus au secret ou assignés à résidence.

Selon des rapports dignes de foi les forces de sécurité auraient souvent dépassé la limite légale des 48 heures de garde à vue, parfois allant jusqu'à une semaine. Les autorités ont souvent mis indéfiniment des personnes « à la disposition » du parquet avant de présenter leur dossier à un magistrat.

Arrestations arbitraires : Il y a eu des arrestations et des détentions arbitraires. En janvier 2017, la Cour constitutionnelle a rendu une décision selon laquelle la police a violé la limite des 48 heures de garde à vue en gardant un suspect impliqué dans un litige commercial sans le présenter à un magistrat. La cour a souligné qu'un

suspect ne peut être gardé au-delà de 48 heures sauf s'il a commis une infraction pénale et seulement après avoir été présenté à un juge qui doit autoriser la prolongation de la garde à vue. Le 18 octobre 2018, la Cour constitutionnelle s'est prononcée sur la détention provisoire d'un détenu qui avait été gardé en prison depuis 2011. La Cour a décidé que le fait d'avoir maintenu le détenu en prison depuis 2011 a violé la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples car la détention était arbitraire et ne respectait pas le droit du détenu d'être jugé dans un délai raisonnable.

Détention provisoire : La loi fixe la durée de détention provisoire à un maximum de cinq ans pour les crimes et de trois pour les délits. Selon un rapport de 2017 de l'Ordre des Avocats du Bénin, environ 90 pourcent des personnes incarcérées étaient en détention provisoire, 20 pourcent des détenus provisoires étaient gardés depuis une durée de cinq ans. Des installations inadéquates, un personnel mal formé, et des rôles surchargés ont retardé la bonne marche de l'administration de la justice. La durée de la détention provisoire a souvent dépassé la peine maximale encourues pour la commission d'un crime.

#### **e. Déni de procès public et équitable**

La constitution et la loi prévoient l'existence d'un pouvoir judiciaire indépendant, mais le gouvernement n'a pas toujours respecté cette disposition. Les juges du parquet sont nommés par le gouvernement, ce qui les rend vulnérables à l'influence de celui-ci. Le système judiciaire était également sujet à la corruption, malgré d'importantes actions de lutte menées par le gouvernement, tel que le limogeage et l'arrestation des fonctionnaires présumés impliqués dans des scandales. Les autorités ont respecté les décisions de justice.

Le 18 mai, l'Assemblée nationale a voté deux lois modifiant et complétant le système judiciaire et le code de procédure pénale en vue de la création d'une juridiction spéciale dénommée « Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme (CRIET) ». Les verdicts de la CRIET peuvent faire l'objet de recours auprès de la Cour suprême, mais le mandat de celle-ci se limite à examiner si les procédures ont été respectées et les lois afférentes appliquées. Les observateurs du système judiciaire ont exprimé leurs inquiétudes par rapport au fait qu'il se peut que la CRIET ait violé l'impartialité judiciaire, le droit de recours et les règles de procès équitable.

## **Procédures applicables au déroulement des procès**

La constitution garantit le droit à un procès équitable, mais l'inefficacité et la corruption du système judiciaire ont entravé l'exercice de ce droit.

Le système judiciaire est fondé sur le droit civil français et le droit coutumier local. Un accusé bénéficie de la présomption d'innocence. Les accusées jouissent du droit d'être informés dans les meilleurs délais et en détail des chefs d'accusation qui leur sont imputés, avec un service d'interprétation gratuit au besoin. Ils ont droit à un procès équitable, public et tenu dans un délai raisonnable. Le prévenu a le droit d'être présent à son procès et d'être représenté par un avocat. S'agissant d'affaires pénales, le tribunal commet d'office un avocat au prévenu indigent qui en fait la demande. Toutefois, les avocats commis d'office n'étaient pas toujours disponibles, surtout pour les affaires jugées dans les tribunaux du nord, étant donné que la plupart des avocats vivent dans le sud du pays. Les prévenus qui ne comprennent ou ne parlent pas français bénéficient du service gratuit d'un interprète en fonction des besoins à partir de leur mise en accusation jusqu'à la fin de tous les appels. Les prévenus ont le droit de disposer d'assez de temps et de conditions appropriées pour préparer leur défense. Ils ont le droit de confronter les témoins à charge et de présenter des témoins et des éléments de preuve à leur décharge. Ils ont également le droit de ne pas être obligés de témoigner ou d'avouer leur culpabilité. En cas de condamnations pénales, les accusés ont le droit d'interjeter appel auprès de la Cour d'appel et de la Cour suprême, à la suite de quoi ils peuvent solliciter une grâce présidentielle. Les procès sont ouverts au public, mais dans des circonstances exceptionnelles, le président du tribunal peut décider de restreindre l'accès dans le but de préserver l'ordre public ou de protéger les parties. Le gouvernement accorde les droits susmentionnés à tous les citoyens sans discrimination.

## **Prisonniers et détenus politiques**

Aucun cas de prisonniers ou de détenus politiques n'a été signalé.

## **Procédures et recours judiciaires au civil**

L'appareil judiciaire a fait preuve d'indépendance dans les affaires civiles. Lorsque les recours administratifs ou informels échouent, tout citoyen peut porter plainte auprès de la Cour constitutionnelle en cas de violation présumée de droits de l'homme. Les décisions de la Cour constitutionnelle ne sont pas contraignantes

pour les tribunaux, mais les citoyens peuvent les utiliser pour engager des poursuites en justice à l'encontre des contrevenants auprès des tribunaux ordinaires. Les décisions défavorables des tribunaux, à l'exception de celles de la Cour constitutionnelle, peuvent faire l'objet d'appels auprès de la Cour de justice de la communauté économiques des Etats de l'Afrique de l'Ouest et de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples. En 2016, le gouvernement a déposé une déclaration auprès de la Commission de l'Union africaine acceptant la compétence de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples à recevoir les requêtes émanant des Organisations Non-gouvernementales et des individus.

#### **f. Ingérence arbitraire ou illégale dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance**

La constitution et la loi interdisent de telles pratiques, et les pouvoirs publics ont généralement respecté ces interdictions.

### **Section 2. Respect des libertés civiles, notamment :**

#### **a. Liberté d'expression, y compris celle de la presse**

La constitution garantit la liberté d'expression, y compris celle de la presse, et les pouvoirs publics ont généralement respecté ces droits.

Il existe au Bénin un grand nombre de médias privés et publics dont deux chaînes de télévisions publiques et cinq privées, trois stations de radio publiques et 50 privées, et environ 175 journaux et périodiques. La plupart de ceux-ci ont ouvertement critiqué les autorités sans être inquiétés.

Des rapports ont fait état de ce que le gouvernement a inhibé la liberté de la presse.

Liberté de la presse et des médias : La presse et les médias étaient strictement réglementés. Le gouvernement estime qu'il joue un rôle essentiel en empêchant la presse de se comporter de façon « irresponsable » ou « déstabilisatrice ». La Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) est une commission quasi gouvernementale dont les membres sont nommés par le président, les médias privés et l'Assemblée nationale. Son double rôle peut paraître par nature contradictoire, dans la mesure où il consiste à garantir la liberté de la presse tout en protégeant le pays de toute couverture médiatique « incendiaire, irresponsable ou déstabilisatrice ».

Le 24 mai, la HAAC a suspendu le quotidien La Nouvelle Tribune (LNT) pour avoir publié dans un style jugé « injurieux, outrageant et attentatoire » à la vie privée du président. Le 3 juin, Vincent Foly, le Directeur de publication de LNT, a déclaré que son journal était spécialement visé pour avoir publié des points de vue critiquant la politique gouvernementale de Talon et non pour avoir critiqué personnellement le président. La presse locale, la société civile et les organisations de surveillance de la presse ont tous désapprouvé la suspension de LNT. Vincent Foly a porté plainte au civil contre le président de la HAAC Adam Boni Tessi devant le tribunal de Cotonou. Le 12 octobre, le tribunal s'est déclaré incompétent.

En mai 2017, le tribunal de Cotonou a ordonné la HAAC d'autoriser la reprise des activités de Ideal Production, partenaire de Sikka TV qu'elle avait suspendu en 2016. Le tribunal a aussi ordonné la HAAC de payer une somme de 50 millions CFA (\$90,252) à titre de dommages. La décision du tribunal n'a pas permis à Sikka TV de reprendre la diffusion directe de ses émissions au Bénin. Toutefois, on pouvait y accéder par satellite ou par internet.

Les médias indépendants étaient actifs et ont exprimé des points de vues assez variés, sans aucune restriction. Cependant, la presse avait tendance à critiquer moins librement et moins souvent le gouvernement qu'au cours des années précédentes. Une commission non gouvernementale de déontologie des médias a censuré certains journalistes du fait de leur conduite contraire à la déontologie, tel que la diffusion d'informations mensongères ou inexactes ou la publication d'informations sous embargo du gouvernement.

L'état est propriétaire et administrateur des médias les plus influents. La HAAC contrôlait la portée de transmission et les infrastructures de radiodiffusion. Les radios et les chaînes de télévision privées avaient une couverture plus réduite à cause de leurs équipements inadéquats et des bandes de fréquences limitées accordées par la HAAC.

La majeure partie de la population était analphabète, vivait dans les zones rurales et s'informait en général par la radio. L'Office de Radiodiffusion et de Télévision du Bénin, un organe public, émettait en français et dans 18 langues nationales.

Censure ou restriction sur le contenu : La HAAC a publiquement défendu aux médias d'informer l'opinion publique sur les affaires judiciaires pendantes devant la cour d'assise car cela pourrait être interprété comme une tentative d'influencer

les décisions de la cour. Il était possible d'acheter la publication d'articles dans la presse, une manière d'influencer le contenu de la couverture médiatique. La HAAC a mis en garde contre de telles pratiques. Certains journalistes ont pratiqué l'autocensure parce qu'ils étaient redevables aux agents publics qui leur avaient octroyé des contrats de service. D'autres ont pratiqué l'autocensure parce qu'ils craignaient que le gouvernement suspende leurs organes de presse. La HAAC a tenu des audiences publiques sur des manquements dont se seraient rendus coupables des médias au cours de l'année.

Lois contre la diffamation et la calomnie : Selon la loi, les journalistes peuvent ne pas être traduits devant la justice pour diffamation et calomnie mais peuvent toutefois faire l'objet de poursuite judiciaire et être passibles d'amendes pour incitation à la violence et à la destruction de biens publics, et atteinte à la sécurité interne, ou pour les deux.

### **Liberté d'accès à internet**

Le gouvernement n'a pas limité ou perturbé l'accès à internet. Cependant, le code numérique criminalise l'utilisation des médias sociaux à des fins "d'incitation à la haine et à la violence". Le 2 octobre, le tribunal de Cotonou a condamné Sabi Sira Korogone pour incitation à la haine et à la violence, incitation à la rébellion, et "injures avec motivation raciale" pour avoir publié des déclarations sur des forums de média social. Le tribunal l'a condamné à un an d'emprisonnement et une amende de trois millions de FCFA (\$5,415).

Il n'y a pas eu de rapports crédibles montrant que le gouvernement avait surveillé des communications privées en ligne de façon illégale. Selon l'Union internationale des télécommunications 14,4 de béninois ont utilisé internet en 2017.

### **Liberté d'enseignement et manifestations culturelles**

Le gouvernement n'a imposé aucune restriction à la liberté de l'enseignement ou aux manifestations culturelles.

### **b. Libertés de réunion pacifique et d'association**

La constitution et la loi garantissent la liberté de réunion et d'association. Il est exigé une notification préalable pour l'organisation de manifestations ou autres rassemblements publics. Les pouvoirs publics, dans l'ensemble, ont respecté ces

droits. Il n'y a pas eu de cas où le gouvernement a empêché la jouissance de la liberté de réunion ou d'association.

### **Liberté de réunion pacifique**

La constitution et la loi prévoient la liberté de réunion pacifique, et en général le gouvernement a respecté ce droit.

Le gouvernement exige une notification préalable pour l'utilisation des lieux publics à des fins de manifestation. Les autorités ont parfois invoqué « l'ordre public » pour empêcher la tenue de manifestations organisées par les groupes d'opposition, les organisations de la société civile et les syndicats.

Le 22 mai, la Cour constitutionnelle a conclu que le préfet du département du Littoral, Modeste Toboula, a violé les dispositions de la constitution et de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatives à la liberté de réunion et les libertés publiques, en prenant un décret le 13 mars pour interdire des manifestations anti-gouvernementales et pour exiger aux organisateurs de manifestations de se faire enregistrer et d'être approuvés par le ministère de l'intérieur. La cour a déclaré que l'exigence d'enregistrement auprès du ministère de l'intérieur constitue une entrave à la jouissance des libertés fondamentales.

### **Liberté d'association**

La constitution et la loi garantissent la liberté d'association, et le gouvernement, en général, a respecté ce droit. Il y a eu, toutefois, des cas où le gouvernement avait violé la liberté d'association.

En mars 2017, la Cour constitutionnelle a cassé un décret pris en conseil des ministres interdisant toute activité aux associations estudiantines. La Cour a jugé que cette interdiction était une violation de la liberté d'association. Le décret incriminé faisait état de ce que les associations estudiantines se livraient à un entraînement militaire en vue de perturber la sécurité et la paix publiques. La Cour a décidé que la préoccupation du gouvernement relative à l'ordre public ne saurait justifier la suspension des droits constitutionnels dont jouissent les citoyens.

### **c. Liberté religieuse**

Veillez consulter le Rapport sur la liberté religieuse dans le monde du département d'Etat américain à l'adresse suivante :  
[www.state.gov/religiousfreedomreport/](http://www.state.gov/religiousfreedomreport/).

#### **d. Liberté de circulation**

La constitution et la loi prévoient la liberté de circulation à l'intérieur du pays, celle de se rendre à l'étranger, d'émigrer et de revenir au Bénin. Le gouvernement a généralement respecté ces droits.

Les autorités ont coopéré avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organisations humanitaires afin de venir en aide aux réfugiés et demandeurs d'asile.

Contrairement aux années antérieures, il n'y a pas eu de barrages routiers illégaux. Dans le cadre de la lutte contre la corruption, le gouvernement a interdit les barrages routiers sur toute l'étendue du territoire.

Voyages à l'étranger : Dans le cadre de sa campagne contre la traite des personnes, le gouvernement a continué d'exiger que les mineurs effectuant des voyages à l'étranger soient munis de documents d'identité. Cette mesure n'a pas toujours été appliquée et la traite transfrontalière de mineurs a continué.

La politique du gouvernement en matière de transhumance saisonnière du bétail a permis à des bergers nomades Foulani (peuls) provenant d'autres pays d'entrer et de sortir librement. Le gouvernement n'a pas veillé au respect des points d'entrée désignés.

#### **Protection des réfugiés**

Droit d'asile : La loi prévoit l'octroi du droit d'asile ou du statut de réfugié, et le gouvernement a mis en place un régime de protection des réfugiés.

Solutions durables : Le gouvernement a aidé des réfugiés et des demandeurs d'asile à obtenir des documents de leurs pays d'origine, tout en leur accordant le statut de résidents privilégiés. Le gouvernement a également entrepris la naturalisation de réfugiés dans le cadre de leur intégration locale. Le gouvernement a impliqué la société civile, les médias et le monde académique dans le processus. Le 31 mars, la Commission nationale d'assistance aux réfugiés a pris la responsabilité de s'occuper des problèmes relatifs aux réfugiés, suite à la fermeture du bureau local

du HCR à Cotonou. La commission coopère avec le HCR à travers le bureau régional du HCR de Dakar, au Sénégal.

### **Personnes apatrides**

Il existait d'importantes communautés de personnes apatrides dans huit villages le long de la frontière avec le Niger et le Nigeria. Ces villages ont été rétrocédés au Bénin, suite au règlement de litiges fonciers entre le Bénin, le Niger et le Nigeria. Les populations concernées n'ont pas de documents d'identité nécessaires pour revendiquer la nationalité béninoise.

Le gouvernement a poursuivi le Recensement Administratif à Vocation d'Identification de la Population qu'il avait débuté en novembre 2017 pour collecter les données personnelles de tous les citoyens en vue la création d'une base de données numérique. Il sera délivré à chaque citoyen enregistré une carte biométrique dotée d'un numéro d'identification unique et permanent.

### **Section 3. Liberté de participer au processus politique**

La constitution et la loi donnent aux citoyens la capacité de choisir leur gouvernement au cours d'élections périodiques libres et justes qui ont lieu au scrutin secret et au suffrage universel égal.

#### **Election et participation politique**

Elections récentes : Le Bénin a tenu le premier et le second tour de l'élection présidentielle en 2016. Le scrutin s'est déroulé dans le calme et la transparence en dépit d'irrégularités techniques mineures. Les observateurs nationaux et internationaux ont déclaré unanimement qu'il s'est déroulé dans la paix et dans l'ordre. Les observateurs ont remarqué un retard dans l'arrivée de matériels de vote dans certains bureaux de vote, et des signes d'un certain manque de formation des agents des bureaux de vote, mais pas d'irrégularités de nature à faire douter de l'intégrité fondamentale de l'élection. En 2015, les autorités béninoises ont organisé des élections législatives en vue d'élire les 83 membres de l'Assemblée nationale. Les observateurs ont qualifié ces élections de généralement libres, équitables et transparentes.

Participation des femmes et des minorités : Aucune loi ne limite la participation des femmes et des membres des minorités au processus politique. Cependant, des pesanteurs culturelles ont limité la participation des femmes à la politique. De par

les us et coutumes, les femmes s'occupaient des tâches ménagères, avaient moins d'accès à l'éducation formelle et n'étaient pas encouragées à s'intéresser à la chose politique. Le Président Talon a nommé seulement quatre femmes parmi ses 22 ministres, et seulement 1 femme parmi les préfets qui administrent les 12 départements du Bénin.

#### **Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement**

Bien que la loi prévoit des sanctions pénales pour les cas de corruption dans la fonction publique, les agents publics se sont livrés parfois à des actes de corruption. Par exemple, le 2 mars le président de l'Autorité Nationale de Lutte contre la Corruption (ANLC), Jean-Baptiste Elias, a annoncé que le Ministère de Cadre de vie et du Développement Durable avait attribué un contrat pour l'achat de 84 motos à un soumissionnaire plus offrant qui avait proposé un prix cinq fois plus élevé que celui pratiqué sur le marché. Le Ministre de l'Economie et des Finances a annulé le contrat et a suspendu le responsable de marchés publics du Ministère du Cadre de vie et du Développement Durable qui a octroyé le contrat, en lui interdisant de mener toute activité liée au marché public pendant une période d'un an. Huit autres membres de sa direction ont été suspendus pour une période de six mois.

Il était communément admis, et reconnu par certains membres du personnel judiciaire que le système judiciaire, à tous les niveaux, était sujet à la corruption.

Le gouvernement a pris plusieurs mesures au cours de l'année pour lutter contre la corruption. Par exemple, le 24 juillet l'Assemblée nationale a levé l'immunité de trois députés de l'Assemblée nationale, membres du groupe de l'opposition parlementaire. Les députés Idrissou Bako, Valentin Djenontin et Atao Hinnouho ont été accusés de détournement, de blanchiment d'argent et de fraude douanière.

Corruption : Plusieurs rapport ont relaté des cas de corruption similaires à l'exemple suivant : le 21 août, le tribunal d'Abomey a condamné six élus locaux pour levée illégale de fond et détournement de deniers publics. Les six ont écopé de peines allant de trois mois à six mois de prison, mais avec sursis.

Divulgateion financière : La loi fait obligation aux hauts responsables publics nommés ou élus de déclarer leurs patrimoines. Les déclarations ne sont pas rendues publiques. Le 27 août, le Président de l'ANLC, Jean-Baptiste Elias, a déclaré que le président et tous les membres du gouvernement, les responsables de la Cour

suprême, de la HAAC, de la Commission Electorale Nationale Autonome, et le Médiateur ont soumis leurs déclarations de patrimoine. Elias a ajouté que seulement 58 députés de l'Assemblée nationale ont déclaré leurs biens sur les 83 députés. Huit conseillers du Conseil Economique et Social, douze membres de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics et un membre parmi les huit que compte l'Autorité de Régulation de la Communication Electronique et de la Poste ont également fait leurs déclarations de patrimoine. Elias a menacé de saisir la Cour suprême pour des sanctions à l'encontre de ceux qui n'auraient pas déclaré leurs patrimoines. La sanction pour ceux qui ne soumettent pas de déclaration de patrimoine est une amende égale à six fois le salaire mensuel de l'officiel concerné. Cette sanction n'a jamais été appliquée.

### **Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales sur les violations présumées des droits de l'Homme**

Un certain nombre de groupes de défense des droits de l'Homme nationaux et internationaux ont généralement fonctionné sans restriction gouvernementale ; ils ont mené leurs enquêtes et publié leurs conclusions sur des affaires relatives aux droits de l'Homme. Les agents publics se sont souvent montrés coopératifs et sensibles à leurs points de vue.

Organismes publics de défense des droits de l'Homme: Le médiateur de la république était indépendant, doté de ressources suffisantes et efficace.

### **Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes**

#### **Condition féminine**

Viol et violence domestique: la loi interdit le viol, mais son application a été limitée en raison de l'inefficacité de la police, de la corruption des fonctionnaires et de la réticence des victimes qui préfèrent ne pas signaler les cas de viol par crainte de stigmatisation sociale et de représailles. Les peines en cas de viol sont comprises entre un et cinq ans de prison. La loi interdit explicitement le viol conjugal et prévoit la peine maximale en cas de viol de son partenaire conjugal. En raison du manque de formation de la police en matière de collecte des éléments de preuve liés aux agressions sexuelles, de l'ignorance de la loi et des difficultés intrinsèques que connaissent les victimes pour préserver et présenter les preuves

devant les tribunaux, les juges ont réduit la plupart des infractions de nature sexuelle à des délits mineurs.

Les peines prévues pour les violences conjugales vont de six à trente-six mois d'emprisonnement, mais ce type de violence envers les femmes était fréquent. Les femmes restaient toujours réticentes à signaler leurs cas et les juges ainsi que les policiers hésitaient à intervenir dans les conflits conjugaux.

Les agents publics et les juges ont reconnu que les cas de viol avaient augmenté au cours de l'année dans tout le pays. Le 29 mars, le Procureur général près la Cour d'appel de Cotonou, Emmanuel Opita, a déclaré que le nombre de cas de viols commis sur des mineurs était en augmentation et a noté que 13 affaires de viol de mineur avaient été renvoyées devant le tribunal au cours de la première session de la Cour d'assises de l'année.

Le 10 avril, la cour d'assises de Cotonou a condamné le militaire Martin Nouhoumon à 10 ans de travaux forcés pour le viol d'une jeune fille de cinq ans dans une école située à proximité d'une caserne militaire à Cotonou.

Le Ministère des affaires sociales et du microcrédit a organisé des campagnes de sensibilisation du public sur la violence à l'égard des filles et des femmes.

Mutilations génitales féminines/Excision (MGF / E): Les MGF/E sont interdites par la loi, laquelle prévoit des sanctions contre ceux qui pratiquent ces interventions. Les peines encourues vont jusqu'à dix ans de prison et des amendes allant jusqu'à six millions de francs CFA (10 215 dollars É-U). Cependant, des MGF/E ont été pratiquées et elles étaient rarement réprimées compte tenu du code du silence associé à ce crime. La pratique était largement limitée aux zones rurales reculées du nord. Selon l'UNICEF, 7% des filles et des femmes âgées de 15 à 49 ans ont subi une MGF / E.

Le gouvernement, en collaboration avec des ONG et des partenaires internationaux, a fait des progrès en matière de sensibilisation du public aux dangers de cette pratique. Pour plus d'informations, voir l'annexe C.

Harcèlement sexuel: La loi interdit le harcèlement sexuel et offre une protection aux victimes, mais le harcèlement sexuel était courant, surtout celui des étudiantes par leurs enseignants de sexe masculin. Les personnes condamnées pour harcèlement sexuel sont passibles d'une peine d'un à deux ans d'emprisonnement et

d'une amende allant de 100 000 à un million de francs CFA (180 à 1 805 dollars des États-Unis). La loi prévoit également des sanctions pour les personnes qui ont connaissance d'un cas de harcèlement sexuel, mais ne le signalent pas aux autorités. Les victimes signalaient rarement les cas de harcèlement, parce qu'elles redoutaient la stigmatisation sociale et les représailles, et il manquait aux procureurs comme aux policiers les connaissances et compétences juridiques nécessaires pour poursuivre les coupables. Bien que les lois interdisant le harcèlement sexuel n'aient pas été largement appliquées, les juges ont eu recours à d'autres dispositions du code pénal pour traiter les cas de violences sexuelles sur la personne des mineurs. Des taux croissants de grossesses d'écolières ont été signalés. Dans de nombreux cas signalés, des enseignants de sexe masculin étaient responsables de ces grossesses. Le 7 juin, le ministre de l'Enseignement secondaire, de la formation technique et professionnelle, Mahougnon Kakpo a mis en garde les enseignants contre le harcèlement sexuel des filles, lors du lancement d'un programme d'éducation à la santé sexuelle à Cotonou.

Contrôle coercitif de la population: Aucun cas d'avortement forcé ou de stérilisation involontaire n'a été signalé. Pour plus d'informations, voir l'annexe C.

Discrimination: Bien que la constitution garantisse l'égalité des femmes dans les domaines politique, économique et sociale, celles-ci ont fait l'objet de discriminations considérables dans la recherche d'emploi, de crédit, d'un salaire égal à celui des hommes, ainsi que pour devenir propriétaire d'entreprise ou en gérer.

Le Code des personnes et de la famille interdit toute discrimination à l'égard des femmes en matière de mariage et leur donne un droit égal à l'héritage. Le gouvernement et les ONG ont poursuivi les efforts de sensibilisation du public sur le droit des femmes à l'héritage et à la propriété, et leurs droits accrus quant au mariage, y compris l'interdiction du mariage forcé, du mariage d'enfants et de la polygynie. Le gouvernement n'a toutefois pas appliqué la loi de manière efficace.

## **Enfants**

Enregistrement des naissances: La nationalité s'acquiert par la naissance sur le territoire national et par filiation paternelle. Selon la loi, l'enfant d'un père béninois est d'office considéré comme citoyen, mais l'enfant d'une femme béninoise n'est considéré béninois que si son père est inconnu, n'a pas de nationalité connue ou est

également béninois. Il est souvent arrivé que les parents ne déclarent pas la naissance de leurs enfants, en particulier dans les régions rurales, soit parce qu'ils ne comprenaient pas les procédures soit parce qu'ils n'avaient pas les moyens de payer les frais associés à la délivrance d'actes de naissance. Ceci pourrait entraîner le refus de services publics tels que l'éducation et les soins de santé.

Le 11 juin, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi autorisant les services de l'état civil à délivrer des actes de naissance provisoires aux personnes qui n'en disposaient pas, mais qui sont inscrites au programme de Recensement Administratif à Vocation d'Identification de la Population (voir section 2, Apatrides).

Éducation: L'enseignement primaire était obligatoire pour tous les enfants âgés de 6 à 11 ans. L'enseignement public était gratuit pour les élèves du primaire et pour les filles jusqu'en classe de troisième du secondaire. Les filles n'avaient pas les mêmes chances de s'instruire que les garçons et le taux d'alphabétisation des femmes est d'environ 18% contre 50% pour les hommes. Dans certaines régions du pays, les filles n'ont reçu aucune éducation formelle.

Maltraitance d'enfants: Des enfants ont été victimes de nombreux types de maltraitance, notamment le viol, le harcèlement sexuel et l'enlèvement. Le Code de l'enfant interdit toute une série de pratiques néfastes. La loi prévoit de lourdes amendes et peines pouvant aller jusqu'à l'emprisonnement à vie pour les contrevenants reconnus coupables de ces infractions. L'Office central de protection des mineurs à Cotonou a arrêté des suspects qu'il a déférés aux autorités judiciaires et fourni un refuge temporaire aux victimes de maltraitance.

Mariage précoce et forcé: La loi interdit le mariage avant 18 ans, mais prévoit des dispenses pour des mineurs de 14 à 17 ans avec le consentement des parents et l'autorisation d'un juge. Les mariages précoces et forcés incluaient des mariages par échange et des mariages par rapt où le marié enlève et viole sa future épouse mineure au nom de la tradition. La pratique était répandue dans les zones rurales, malgré les efforts du gouvernement et des ONG pour y mettre fin au moyen de séances d'information sur les droits des femmes et des enfants. Des ONG locales ont signalé que certaines communautés dissimulaient cette pratique.

En juin 2017, le gouvernement, en partenariat avec l'UNICEF, a lancé une campagne nationale de « tolérance zéro pour le mariage d'enfants » visant à

changer les normes sociales et à créer un environnement protecteur pour les enfants et leurs communautés. Pour plus d'informations, voir l'annexe C.

Exploitation sexuelle des enfants: Le code pénal prévoit des sanctions en cas de viol, d'exploitation sexuelle et de détournement de mineurs, y compris le proxénétisme et la facilitation de la prostitution; il prévoit des peines plus sévères lorsque les victimes ont moins de 15 ans. La loi réprimant la traite des enfants prévoit des sanctions contre toutes les formes de traite d'enfants, y compris la prostitution de mineurs, à savoir des peines de 10 à 20 ans d'emprisonnement. Les personnes impliquées dans l'exploitation sexuelle d'enfants à des fins commerciales, dont ceux qui la facilitent et ceux qui y recourent sont passibles de peines d'emprisonnement allant de deux à cinq ans et d'une amende d'un million à 10 millions de francs CFA (1 805 à 18 050 dollars). Le Code de l'enfant interdit la pornographie infantile. Les personnes reconnues coupables de pornographie infantile encourt une peine de deux à cinq ans d'emprisonnement et une amende allant de deux à cinq millions de francs CFA (3 610 à 9 025 dollars des États-Unis).

La violence à l'égard des enfants était monnaie courante. Selon le Centre de promotion sociale d'Aplahoué, 38 cas de viols, d'enlèvements, de mariages forcés et de traite de filles ont été signalés de janvier à octobre dans cette seule région du sud-ouest du pays. Les tribunaux ont infligé des peines sévères aux personnes reconnues coupables de crimes contre les enfants, mais nombre de ces affaires ne sont jamais arrivées jusqu'aux tribunaux en raison du manque de connaissance de la loi et des droits des enfants, du manque d'accès aux tribunaux et de la peur de l'intervention de la police.

Infanticide ou infanticide d'enfants handicapés: Les pratiques traditionnelles consistant à tuer des bébés qui se sont présentés par le siège, les bébés dont les mères sont mortes en couches, les bébés atteints d'une difformité et l'un des nouveau-nés d'une paire de jumeaux (considérés comme des sorciers) se sont produits, en dépit du fait que les adeptes de ces pratiques essayaient de les dissimuler. Une enquête menée par l'ONG Franciscans-Benin a révélé que cette pratique s'est poursuivie dans onze communes du Nord du pays au cours de l'année.

Enlèvements internationaux d'enfants: Le Bénin n'est pas partie à la Convention de La Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants.

Veillez consulter le document *Annual Report on International Parental Child Abduction (Rapport annuel sur les enlèvements parentaux internationaux d'enfants)* du département d'État à l'adresse suivante :

[travel.state.gov/content/childabduction/en/legal/compliance.html](https://travel.state.gov/content/childabduction/en/legal/compliance.html).

### **Antisémitisme**

Il n'existait pas de communauté juive connue et aucun acte antisémite n'a été signalé.

### **Traite des personnes**

Veillez consulter le *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État à l'adresse suivante : [www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/](https://www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/).

### **Personnes handicapées**

Le 13 avril, l'Assemblée nationale a voté la loi sur la promotion et la protection des droits des personnes handicapées. La loi prévoit la protection des droits des personnes handicapées, notamment des handicaps physiques, sensoriels, intellectuels, psychologiques, mentaux et liés à la communication, contre toutes les formes d'exploitation et de violence. Elle offre un large éventail d'avantages sociaux aux personnes handicapées, notamment un meilleur accès aux soins de santé, à l'éducation, à la formation professionnelle, aux transports, aux sports et aux loisirs. Elle comprend des dispositions relatives à la construction ou à la modification de bâtiments afin d'en permettre l'accès aux personnes handicapées. Elle exige que les écoles inscrivent les enfants handicapés. Le 7 août, le gouvernement, avec l'aide du Programme des Nations Unies pour le développement, a organisé un atelier à Cotonou pour examiner les projets de décrets d'application. Aucun cas de violence et de sévices à l'encontre des personnes handicapées n'a été signalé.

La Fédération des associations de personnes handicapées du Bénin a rapporté que les personnes handicapées étaient victimes de discrimination en matière de recherche d'emploi, de soins de santé, d'accès à l'éducation et d'accès à la justice.

Le gouvernement gérait peu d'institutions d'aide aux personnes handicapées. Le ministère des affaires sociales et du microcrédit a coordonné l'assistance aux personnes handicapées par le biais du Fonds d'appui à la solidarité nationale.

## **Actes de violence, discrimination et autres abus basés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre**

La loi ne criminalise pas les relations sexuelles consensuelles entre adultes de même sexe. Une disposition du code pénal relative à l'atteinte à la pudeur publique peut toutefois être appliquée pour engager des poursuites contre les personnes ayant des comportements homosexuels, en les accusant d'actes indécents ou d'actes contre nature. La loi interdit toutes les formes de discrimination sans référence spécifique aux personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI).

Il n'y a pas eu d'affaires pénales ou civiles portant sur des conduites sexuelles entre personnes de même sexe consentantes, ni de discrimination sociétale ou de violence fondée sur l'orientation sexuelle. Les membres de la communauté LGBTI ont signalé des cas de discrimination et de stigmatisation sociale fondés sur l'orientation sexuelle.

### **Autres formes de violence ou de discrimination sociétale**

En général, la police n'a rien fait contre des cas d'agressions commis par des groupes d'autodéfense et il y a eu des cas de violence collective, en partie à cause de ce qui est perçue comme l'incapacité des tribunaux à punir les criminels de façon adéquate. Dans ces situations, il s'agissait en général de foules qui ont tué ou blessé grièvement des criminels présumés, en particulier des voleurs pris en flagrant délit. Contrairement aux années précédentes, la presse n'a rapporté qu'un seul cas de vindicte populaire au cours de l'année. Le 21 août, des habitants du quartier de Sèkandji Gbago, dans la commune de Sème Kpodji, ont brûlé à mort un homme accusé d'avoir volé une moto. Il n'y a pas eu d'arrestation liée à cet incident.

## **Section 7. Droits des travailleurs**

### **a. Liberté d'association et droit de négociation collective**

La loi donne aux travailleurs, à l'exception de certains fonctionnaires et employés du secteur public, le droit de former des syndicats indépendants et d'y adhérer, quoiqu'il y ait certaines restrictions. Les nouveaux syndicats doivent se faire enregistrer auprès du ministère de l'intérieur, procédure qui prend trois mois, s'ils ne veulent pas encourir une amende. La loi ne fixe pas de critères clairs pour le

refus ou l'approbation de cet enregistrement, et l'enregistrement officiel peut être refusé sans possibilité de recours devant un tribunal indépendant. Selon la loi, une fédération syndicale doit se composer d'au moins cinq syndicats d'entreprises du même secteur ou de la même branche d'activité. En outre, la loi exige qu'une confédération syndicale soit composée d'au moins trois fédérations syndicales de secteurs ou branches d'activités différents et que seules les confédérations syndicales puissent être affiliées au niveau national ou international.

En septembre 2017, les secrétaires généraux de six confédérations syndicales ont publié une déclaration commune condamnant l'arrestation et la détention pendant 60 jours du Capitaine Patrice Trekpo, Secrétaire général par intérim du Syndicat national des eaux, forêt et chasse. Trekpo a été arrêté pour avoir critiqué la mauvaise gestion et les mauvaises conditions de travail du personnel du parc national de la Pendjari, lors d'une émission sur une télévision locale. Il a également critiqué un contrat de gestion du parc attribué à l'ONG African Parks Network basée en Afrique du Sud, accusant l'ONG de piller les ressources fauniques du parc national de la Pendjari. Les six dirigeants syndicaux ont estimé que l'arrestation et la détention de Trekpo constituaient une violation du droit syndical. Le gouvernement a fait valoir que le statut de Trekpo en tant que membre d'une organisation paramilitaire avait préséance sur son statut de dirigeant syndical, que l'arrestation était légale au regard des dispositions légales relatives aux organisations paramilitaires et que les déclarations de Trekpo constituaient « une incitation à la rébellion ». En septembre 2017, un recours a été formé devant la Cour constitutionnelle, lui demandant de déclarer inconstitutionnelles l'incarcération et l'arrestation de Trekpo. En décembre 2017, le ministre de l'Environnement et du Développement durable a licencié Trekpo. Le 20 février, en réponse à l'appel, la Cour constitutionnelle s'est déclarée incompétente.

La loi prévoit le droit des travailleurs à la négociation collective.

Selon la loi, les conventions collectives sont négociées au sein d'une commission mixte composée de représentants d'un ou de plusieurs syndicats et / ou de représentants d'une ou de plusieurs associations d'employeurs. La commission est présidée par un inspecteur du travail, une secrétaire et un ou deux rapporteurs. Le ministre du Travail et de la Fonction publique a le pouvoir de déterminer quels syndicats peuvent être représentés dans les négociations au niveau de l'entreprise. Le ministre a le pouvoir d'étendre le champ d'application d'une convention

collective. La loi impose la conciliation obligatoire et l'arbitrage contraignant en cas de litige lors de négociations collectives dans tous les secteurs, y compris les secteurs de « services non essentiels ». La Commission nationale permanente de consultation et de négociation collective et le Comité de dialogue basé sur le secteur social ont été actifs dans chaque ministère pour favoriser le dialogue entre le gouvernement et les syndicats. La commission a tenu deux sessions ordinaires le 11 mai et le 13 septembre

En 2016, le gouvernement, l'Association nationale des employeurs et six confédérations syndicales ont signé une « Charte nationale du dialogue social » comprenant plusieurs mesures à prendre par les parties pour renforcer le dialogue, tout en favorisant la démocratie et la bonne gouvernance dans un climat de concorde sociale et d'unité nationale. En juin 2017, le gouvernement a approuvé deux décrets visant à créer un Conseil national du dialogue social et à en nommer les membres. Le conseil est destiné à remplacer la Commission nationale permanente de consultation et de négociation collective.

La loi prévoit le droit de grève, mais une notification préalable doit être faite. Le code de la marine marchande accorde aux marins le droit de s'organiser, mais pas le droit de grève. Un syndicat qui envisage d'aller en grève doit informer par écrit les dirigeants de l'entité concernée et le ministre du travail et de la fonction publique au moins trois jours avant le début de la grève. La lettre de notification doit mentionner les raisons de la grève, l'endroit, la date et l'heure de début de la grève, et la durée prévue de la grève. Les autorités n'accordent pas formellement l'autorisation de faire la grève, mais les grèves qui ne respectent pas ces exigences sont considérées comme illégales.

La loi prévoit que les fonctionnaires, les travailleurs des entités publiques et privées et les employés des entreprises parapubliques qui fournissent des services essentiels doivent assurer un service minimum en temps de grève. La loi permet d'identifier les « services essentiels » sur une base discrétionnaire. Elle les définit comme des services relatifs aux soins de santé, à la sécurité, à l'énergie, à l'eau, au transport aérien et aux télécommunications. Les autorités peuvent déclarer une grève illégale si elles jugent que celle-ci menace la paix sociale et l'ordre public et elles peuvent réquisitionner des grévistes pour garantir un service minimum. Le gouvernement peut interdire une grève au motif qu'elle menace l'économie ou l'intérêt national. Des lois interdisent aux employeurs d'exercer des représailles

contre les grévistes, sauf qu'une entreprise peut retenir une partie du salaire d'un travailleur après une grève.

Le 4 septembre, l'Assemblée nationale a adopté la loi n ° 2018-35 modifiant et complétant la loi n ° 2001-09 de 2002 relative au droit de grève; en octobre, le président a mis en application la loi. La loi limite la durée maximale de la grève à 10 jours par an pour tous les fonctionnaires, les fonctionnaires des administrations locales, les employés des secteurs public et privé et les employés des entreprises parapubliques, à l'exception des travailleurs auxquels il est interdit de faire grève. En vertu de la loi, les agents du secteur de la santé, ainsi que les personnels militaire et paramilitaire - y compris la police, les douanes et les agents des eaux, des forêts et de la chasse - sont interdits de grève. Un service minimum est requis pour les travailleurs qui s'acquittent de responsabilités essentielles. Il s'agit des juges, des personnels pénitentiaire et judiciaire et du personnel des secteurs de l'énergie, de l'eau, des transports maritimes et aériens, des régies financières et des télécommunications, à l'exception des radios et télévisions privées. Une autre disposition prévoit que les grèves motivées par la violation des droits fondamentaux et des droits syndicaux universellement reconnus peuvent ne pas entraîner de retenues sur salaire.

La loi interdit la discrimination antisyndicale et garantit la réintégration des travailleurs licenciés pour activités syndicales. Les employeurs ne peuvent pas tenir compte de l'appartenance à un syndicat ou des activités syndicales d'un travailleur au moment de l'embauche, de la répartition des tâches, de la formation professionnelle ou technique, ou du licenciement. Outre certains fonctionnaires et employés du secteur public, les employés de maison, les travailleurs agricoles, les travailleurs migrants et ceux des zones franches d'exportation sont exclus des protections pertinentes qu'offre la loi.

Les travailleurs ont discuté de questions relatives au travail avec les employeurs par l'intermédiaire de la Commission nationale de consultation et de négociation collective. La commission a tenu des séances et rencontré le gouvernement pour discuter des revendications des travailleurs et proposé des solutions. Des informations quant à l'effet dissuasif des mesures correctives et des sanctions n'étaient pas disponibles.

En général, le gouvernement a respecté le droit des travailleurs de former des syndicats indépendants et d'y adhérer ainsi que le droit à la négociation collective.

À l'exception des employés de la marine marchande, les travailleurs ont exercé leur droit de grève. Des fonctionnaires se sont mis en grève tout au long de l'année. Le gouvernement n'a pas fait respecter la loi efficacement, en particulier dans le secteur informel et pour ce qui est des dispositions portant sur la discrimination antisyndicale et la réintégration. Des rapports ont signalé que des employeurs ont menacé des employés de licenciement pour activité syndicale. Aucune violation relative aux droits de négociation de conventions collectives n'a été signalée.

Le 4 janvier, l'Assemblée nationale a adopté une loi abolissant le droit de grève aux travailleurs des secteurs de la santé, de la sécurité et de la justice. Cette action a déclenché une grève générale de l'Union nationale des magistrats du Bénin, paralysant l'administration de la justice. Le 18 janvier, la Cour constitutionnelle a annulé ces dispositions, affirmant que le droit de grève était un droit constitutionnel qui devrait être protégé. Dans sa décision, le tribunal a exhorté l'Assemblée nationale à réglementer le droit de grève au lieu de le supprimer. Le 28 juin, la Cour constitutionnelle a annulé la décision antérieure du tribunal concernant le droit de grève des fonctionnaires dans les secteurs de la défense, de la justice, de la sécurité et de la santé, en donnant pour justification, l'intérêt supérieur social qui consiste à assurer que l'état remplisse ses fonctions essentielles sans interruption.

### **b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire**

Le Code du travail interdit le travail forcé ou obligatoire, à certaines exceptions près. La loi autorise les peines d'emprisonnement avec travaux forcés. Selon la loi, les autorités peuvent exiger des conscrits de l'armée d'accomplir un travail qui n'a pas un caractère purement militaire. Les lois régissant divers actes ou activités liés à l'exercice de la liberté d'expression permettent l'imposition de peines de prison comportant l'obligation de réaliser des travaux de réinsertion sociale. Les peines prévues pour le travail forcé sont généralement suffisantes pour dissuader les violations.

Le travail forcé existait notamment la servitude domestique et la servitude pour dettes des enfants. Le travail forcé se retrouvait principalement dans les secteurs de l'agriculture (coton et huile de palme, par exemple), de l'exploitation minière artisanale, des carrières, de la pêche, du commerce et de la construction. La plupart des trafiquants étaient des parents ou des connaissances des victimes qu'ils exploitaient en vertu du système traditionnel de vidomegon, par lequel des parents

envoient leurs enfants vivre dans des maisons de parents plus riches et d'y travailler, généralement dans des zones urbaines (voir section 6).

Consulter également le rapport sur la traite des personnes du Département d'Etat des Etats-Unis à l'adresse : [www.state.gov/j/tiprpls/tiprpt/](http://www.state.gov/j/tiprpls/tiprpt/)

### **c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum d'admission à l'emploi**

Le gouvernement a élaboré des lois et des réglementations relatives au travail des enfants, y compris ses pires formes. La liste des travaux dangereux fixe à 18 ans l'âge minimum pour exercer des travaux dangereux. La liste identifie 21 métiers interdits aux enfants et définit 74 activités dangereuses connexes. Les métiers spécifiques mentionnés sur la liste comprennent les industries extractives, les services domestiques et l'agriculture. Le gouvernement n'a pas appliqué efficacement la loi.

Le code du travail interdit l'emploi ou l'apprentissage aux enfants de moins de 14 ans dans toute entreprise; les enfants âgés de 12 à 14 ans peuvent toutefois effectuer des travaux domestiques et des travaux saisonniers temporaires ou légers si cela ne gêne pas leur scolarité obligatoire. Le Code interdit le travail de nuit aux travailleurs de moins de 18 ans, sauf dérogation spéciale accordée par le gouvernement en consultation avec le Conseil national du travail. Les travailleurs de moins de 18 ans ont droit à une pause ininterrompue d'au moins 12 heures, y compris la nuit.

La Direction du Travail, qui relève du ministère du Travail, de la Fonction publique et des Affaires sociales, a fait appliquer le Code du travail seulement dans le secteur formel en raison du manque d'inspecteurs. Le nombre total d'inspections réalisées durant l'année n'était pas disponible. Les sanctions pour violations des lois étaient suffisamment strictes pour être dissuasives ; elles comprenaient des amendes allant de 140 000 à 350 000 francs CFA (238 à 596 dollars É-U), des peines de deux mois à un an de prison, ou les deux.

Les lois n'étaient pas appliquées de manière efficace. Malgré leurs capacités limitées pour faire respecter les lois sur le travail des enfants, les autorités ont continué de prendre des mesures pour faire connaître aux parents les dispositions du Code du travail et empêcher le travail obligatoire des enfants, notamment par l'intermédiaire de campagnes dans les médias, d'ateliers régionaux et de déclarations publiques sur les problèmes liés au travail des enfants. Ces initiatives

s'inscrivaient dans le cadre du programme de sensibilisation de la Direction du Travail concernant les pratiques traditionnelles. Le gouvernement a également collaboré avec un réseau d'ONG et de journalistes pour sensibiliser la population aux problèmes du travail des enfants et de la traite des enfants. Les ministères de la Justice et du Travail, de la Fonction publique et des Affaires sociales ont appuyé le renforcement des capacités des responsables et des organismes chargés de faire respecter les lois sur le travail des enfants.

Pendant l'année, les autorités ont poursuivi en justice des auteurs de violations des lois sur le travail des enfants en rapport avec la traite des enfants. En avril 2017, les forces de sécurité ont intercepté deux sœurs togolaises âgées de 17 et 16 ans à la frontière entre le Bénin et le Nigéria ; les sœurs se rendaient à Badagry au Nigéria pour des travaux domestiques. L'homme accompagnant les deux filles a affirmé qu'il les emmenait du Togo à Badagry pour vivre avec leur sœur aînée, qui était sa femme. Le poste de police de Krake a envoyé les deux filles et le présumé trafiquant à l'Office central de la protection des mineurs, qui a enquêté sur l'affaire et l'a renvoyé devant le tribunal de Cotonou pour qu'elle intente une action judiciaire. Le suspect était en détention provisoire jusqu'à la fin de l'année.

Pour aider à subvenir aux besoins de leurs familles, des enfants des deux sexes, dont certains âgés de sept ans à peine, ont travaillé dans des fermes familiales, dans de petites entreprises, sur des chantiers de construction en zone urbaine, comme vendeurs ambulants sur les marchés et comme domestiques par la pratique de Vidomègon, un système par lequel de nombreux parents des régions rurales envoyaient leurs enfants dans les villes pour y vivre avec des parents ou des amis de la famille, pour travailler comme domestiques en échange d'une éducation.

Les familles d'accueil ne respectaient pas toujours leur part du contrat de vidomègon et la maltraitance et le travail forcé des enfants domestiques ont posé problème. La situation de ces enfants était souvent caractérisée par de longues heures de travail, une alimentation insuffisante et l'exploitation sexuelle, autant d'indications du travail forcé et de l'exploitation d'enfants en état de servitude domestique. Parfois, les revenus issus des activités d'un enfant étaient partagés entre ses parents et la famille urbaine qui l'élevait. Jusqu'à 95 % des enfants placés en vidomègon étaient des fillettes. Plusieurs ONG locales ont mené des campagnes d'éducation et de sensibilisation à l'endroit du public pour réduire cette pratique.

La majorité des enfants travaillant comme apprentis avaient moins de 14 ans, notamment dans les secteurs de la construction, de la réparation de voitures et de motos, de la coiffure et de la couture. Dans de nombreuses régions, des enfants travaillaient comme manœuvres avec des adultes dans des carrières, notamment de concassage de granit. Les enfants étaient parfois forcés de vendre des marchandises et de mendier, et les enfants de la rue se livraient à la prostitution (voir section 6). Des enfants de moins de 14 ans travaillaient dans les secteurs formel ou informel dans les domaines suivants: agriculture, chasse et pêche, industrie, bâtiment et travaux publics, commerce et vente, nourriture et boissons, transport et autres services, y compris comme employés de maison.

Au Bénin, l'enseignement primaire n'est obligatoire que pendant six ans, c'est-à-dire jusqu'à ce que les enfants aient 11 ans. Étant donné que l'âge minimum d'admission à l'emploi est 14 ans, les enfants de 12 et 13 ans sont particulièrement vulnérables aux pires formes de travail des enfants, car ils peuvent avoir terminé leurs études primaires, mais ils n'ont pas le droit de travailler.

Certains parents ont signé des contrats à long terme pour leurs enfants avec des « agents » qui recrutaient des ouvriers agricoles ou des domestiques, souvent en s'accordant que le salaire des enfants serait versé aux parents. Dans certains cas, ces agents ont emmené les enfants dans des pays voisins tels que le Nigeria, la Côte d'Ivoire, le Togo et le Ghana pour les faire travailler.

Veillez également consulter le *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État à l'adresse suivante : [www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/](http://www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/) et les *Conclusions sur les pires formes de travail des enfants* du département du Travail à l'adresse suivante : [www.dol.gov/ilab/reports/child-labor/findings/](http://www.dol.gov/ilab/reports/child-labor/findings/).

#### **d. Discrimination en matière d'emploi et de profession**

La constitution et le Code du travail interdisent la discrimination en matière d'emploi et de profession fondée sur la race, la couleur, le sexe, la religion, l'opinion politique, l'origine nationale ou la citoyenneté, l'origine sociale et le handicap. Cependant, les lois n'interdisent pas explicitement la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre et le VIH ou autres maladies transmissibles. Dans l'ensemble, le gouvernement a fait respecter efficacement ces lois et règlements dans la plupart des secteurs. Les femmes ont fait l'objet d'une discrimination importante en raison des attitudes sociétales et de la résistance au

changement de comportement (voir section 6). Les salaires des femmes étaient régulièrement inférieurs à ceux des hommes. Il y avait de la discrimination relative à l'emploi dans les secteurs privé et public. Selon l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique, le taux d'emploi était de 73% pour les hommes et de 69% pour les femmes en 2011. Les dispositions interdisant la discrimination ne s'appliquaient pas à l'important secteur informel.

Le Code du travail comprend des dispositions visant à protéger les droits des travailleurs handicapés en matière d'emploi, mais plusieurs d'entre eux ont fait l'objet de discrimination lors du recrutement et de l'accès au lieu de travail.

La Direction du travail est chargée de protéger les droits des personnes handicapées.

Les travailleurs migrants bénéficient des mêmes protections juridiques, salaires et conditions de travail que les citoyens béninois.

#### **e. Conditions de travail acceptables**

Le gouvernement fixe l'échelle des salaires minimum pour un certain nombre de professions. En 2014, le gouvernement a augmenté le salaire minimum, le faisant passer de 30 000 francs CFA (54 dollars) à 40 000 francs CFA (72 USD) par mois. Selon le Programme des Nations Unies pour le développement, 60% de la population vit avec un revenu de 1,90 USD par jour ou moins, un niveau de pauvreté inférieur au salaire minimum.

Le Code du travail établit une semaine de travail de 40 à 46 heures selon le type d'activité et prévoit une période de repos d'au moins 24 heures par semaine. Les employés de maison et les travailleurs agricoles travaillaient souvent 70 heures ou plus par semaine, bien au-delà du maximum de 12 heures par jour ou de 60 heures par semaine prévu par le Code du travail. Celui-ci exige également le paiement des heures supplémentaires à un tarif supérieur et interdit les heures supplémentaires obligatoires en nombre excessif.

La loi établit des normes de sécurité et de santé au travail (SST). Le gouvernement a le pouvoir d'imposer aux employeurs de remédier aux conditions de travail dangereuses, mais ne l'a pas fait de manière efficace. Les dispositions de la loi relatives aux conditions de travail acceptables s'appliquent à tous les travailleurs.

Les sanctions pour violation du Code du travail ne sont pas suffisantes pour dissuader les violations.

Le ministère du Travail et de la Fonction publique et le ministère des affaires sociales et de microcrédit étaient chargés de faire respecter les dispositions relatives au salaire minimum, à la semaine de travail et aux normes de sécurité et de santé au travail. Le ministère n'a pas veillé efficacement à l'application de ces normes, en particulier dans l'important secteur informel. Un grand nombre des travailleurs béninois et étrangers n'étaient pas couverts par les barèmes des salaires minimums. En général, les autorités ont fait appliquer les limites légales relatives à la durée de la semaine de travail dans le secteur formel, mais n'ont ni surveillé ni contrôlé efficacement les conditions de travail des travailleurs étrangers ou migrants. L'action du gouvernement a été entravée par le petit nombre d'inspecteurs du travail et le manque de ressources pour réaliser les inspections. Il y avait 75 agents chargés de l'application de la législation du travail, dont 56 inspecteurs du travail, 15 administrateurs et 4 contrôleurs du travail. Des inspections inopportunes ont eu lieu dans certains secteurs, mais aucune information n'était disponible sur le nombre de violations ou de condamnations.

Un grand nombre de travailleurs complétaient leurs revenus en pratiquant l'agriculture de subsistance ou le commerce dans le secteur informel. La plupart des salariés du secteur formel gagnaient plus que le salaire minimum ; beaucoup d'employés de maison et de travailleurs du secteur informel gagnaient moins. Les violations des normes de sécurité et de santé au travail se sont surtout produites dans des métiers du secteur informel, notamment la coiffure, la couture, la boulangerie, la mécanique et la menuiserie, où les travailleurs étaient exposés à des risques biologiques, chimiques, physiques et psychologiques. Les enfants en apprentissage dans ces métiers avaient de longues journées de travail et étaient plus vulnérables aux conditions de travail dangereuses. Dans certains ateliers de mécanique et de menuiserie, des enfants travaillaient aux côtés d'adultes pendant que ces derniers manipulaient divers outils et équipements, et certains adultes et enfants manquaient d'équipements de protection adéquats. Selon plusieurs sources, les travailleurs du secteur informel représentaient plus de 90 % de la totalité des travailleurs du pays. Ils connaissaient de nombreuses difficultés et vulnérabilités, y compris de longues heures de travail et le manque de couverture de sécurité sociale. Ils travaillaient souvent dans des conditions inférieures aux normes et

étaient exposés à des risques liés à leur emploi. Aucune donnée sur les accidents et les décès liés au travail n'était disponible.

La loi ne donne pas le droit aux travailleurs de se retirer de conditions de travail dangereuses sans risquer de perdre leur emploi.